

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

ABONNEMENTS	
FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr.	Un an... 112 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 28 fr.
Chèque postal : Delecourt 691-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2^e)

La Trinité laïque

Nous sommes ceux qui veulent réaliser, sous toutes les formes, ces trois grandes promesses qui sont la devise nationale de la République : Liberté — Egalité — Fraternité. (Ed. HERRIOT).

Ces paroles ont été prononcées par M. Herriot, comme Président du Conseil, à l'occasion et au cours du petit Congrès que le Parti Radical vient de tenir à Paris.

D'une façon générale, je n'accorde aucune créance aux déclarations publiques que fait un ministre parce que je n'ai confiance en aucun de ces messieurs. Une étude objective du demi-siècle de démocratie que nous avons derrière nous m'a administré cent fois pour une, la preuve que plus les déclarations officielles d'un chef de gouvernement sont d'inspiration libérale, plus ses actes sont d'inspiration réactionnaire et tyrannique.

Je pourrais donc appliquer à M. Herriot la règle de méfiance que je me suis faite à l'égard de tous les ministres, quels qu'ils soient et il ne me serait pas difficile de prouver par des exemples nombreux que, depuis qu'il a pris le pouvoir, M. Herriot n'a que trop mérité cette méfiance.

Je pourrais tout aussi aisément opposer les actes de M. Herriot à ses déclarations et, par cette confrontation, faire éclater le contraste qui sépare ses actes de ses paroles.

Mais je me trouve, cette fois-ci, en présence d'une affirmation si catégorique et de sens tellement précis que je veux, en l'occurrence, croire à la parfaite sincérité de son auteur.

Voilà donc le Président du Conseil « qui veut réaliser, sous toutes les formes, la devise républicaine : Liberté — Egalité — Fraternité ! »

Et j'admetts qu'il le veuille sincèrement, fermement, inébranlablement.

M. Herriot a-t-il mesuré la portée d'un tel engagement ? A-t-il prévu, dans l'ensemble et dans le détail, les exceptionnelles mesures qu'implique nécessairement son exécution ? Sait-il exactement et complètement jusqu'où le mènera la réalisation, sous toutes les formes de cette triple promesse : Liberté — Egalité — Fraternité ?

J'en doute !

Mais exactement ; j'ai la certitude que M. Herriot a prononcé à la légère ces paroles qui, depuis que le Parti Républicain existe, ont flamboyé sur le programme politique de tous les démo-craticiens, mais n'ont été prises au sérieux par aucun.

LIBERTÉ ?

Mais... Savez-vous, monsieur Herriot, qu'un peuple ne peut être libre qu'à la condition de ne subir l'autorité d'aucun gouvernement ? Vous rendez-vous compte que, politiquement, la Loi, la Police, la Gendarmerie, la Magistrature, le régime pénitentiaire, l'Armée sont d'insolents défis à la liberté de tous et de chacun ?

Comprenez-vous que les possesseurs de la terre, des usines, des maisons, des produits de toute nature, règnent souverainement sur le marché du travail ? Comprenez-vous que tous les moyens de production et tous les instruments de travail étant la propriété de quelques-uns, tous ceux qui, pour vivre, sont dans la nécessité de mettre en œuvre ces instruments de travail et ces moyens de production, ne peuvent le faire que dans la mesure où ces quelques-uns auront besoin de leurs bras et aux conditions qu'il leur plait d'imposer aux propriétaires ?

Ne concevez-vous pas que le Salariat n'est que la forme contemporaine de l'esclavage et que, sur le plan économique, le salarié ne peut pas plus être libre que ne peut l'être le gouverné sur le plan politique ?

Supprimez l'Etat et abolissez le régime capitaliste, monsieur Herriot et vous aurez réalisé, sous la forme politique et économique, la première des trois grandes promesses qui sont la devise nationale de la République : la Liberté, Egalité, Fraternité.

Si, comme l'affirment ses partisans, M. Herriot est un honnête homme, il plaquera sans tarder Pouvoir, Parlement et Mairie.

S'il ne le fait pas il n'est qu'un imposteur, ainsi que tous ses prédece-sseurs et, pour se venger de la flétrissure que je lui inflige, il n'aura qu'à me faire coiffer au nom de la sacra-sainte trinité laïque : Liberté, Egalité, Fraternité.

Mais... savez-vous monsieur Herriot, que gouvernantes et gouvernés ne peuvent être égaux, puisque les uns édictent la Loi et que les autres doivent la subir, même si elle est inique ou stupide ? Vous rendez-vous compte que le justiciable ne peut être l'égal du magistrat ? Saisissez-vous toute la distance qui,

Oui... l'heure est grave

L'heure est grave écrit dans le Libertaire de vendredi notre ami Maudès. Oui, l'heure est grave, en effet, pour notre quotidien, arme indispensable pour le mouvement anarchiste de ce pays.

Si tous ceux qui se servent du Libertaire pour les besoins de leur propagande avaient fait seulement un tout petit effort pour lui, il serait aujourd'hui hors de danger.

Si les quarante et quelques groupes qui participaient à notre dernier Congrès avaient pris un peu plus au sérieux les décisions acceptées librement d'un commun accord, le Libertaire ne serait pas aujourd'hui en péril.

Car il faut dire la vérité, même parmi les défenseurs du quotidien anarchiste, l'effort nécessaire n'a pas été fait.

Au Congrès, unanimement, les camarades de Paris et de province, décidèrent de conserver notre Libertaire, et de le faire vivre. Qu'a-t-on fait depuis ?

Je dis que si l'ensemble des anarchistes avait voulu s'organiser sérieusement comme certains groupes l'ont déjà fait, notre quotidien aurait la vie sauve, car le principe même de l'organisation lui aurait amené une aide financière, plus suivie et surtout plus méthodique.

Comme le dit si bien Maudès, les ennemis du Libertaire sont nombreux et de différentes catégories. C'est malheureusement vrai.

Avant sa parution quotidienne, il avait déjà dans notre propre milieu « des adversaires nés ». Ces « braves types » lui avaient donné trois mois à vivre... six mois au plus. Puis les « défaitistes » ont fait leur apparition. Ceux-là même qui l'avaient aidé dans ses premiers pas. A leur tour, ils se déguisèrent « en croque-morts et s'apprêtèrent à ses funérailles. Puis encore d'autres ennemis vinrent, des bourgeois ? non, des anarchistes...

Et bien, compagnons assez de ces petites chicane, le fascisme est là... Sans quotidien, c'est la débandade, unissonnons ! faisons bloc ! et sauons notre Libertaire.

Pierre LE MEILLOUR

Les crédits de mort

Partout cette Camarade, qu'on appelle la Guerre, demande ses crédits de mort. Suivant le « Daily Mail », les crédits que le gouvernement demandera pour les armements britanniques se décomposent comme suit :

Aéronautique, 15.513.000 livres sterling ; marine, 60 millions de livres sterling ; armée, 44.500.000 livres sterling.

Les dépenses « civiles » ne seront pas de beaucoup inférieures à celles votées l'an dernier, qui s'élevaient à 289.874.727 livres sterling.

Dans ces conditions, ajoute le « Daily Mail », il ne sera pas aisé pour M. Churchill de réaliser son désir de diminuer l'« income tax ».

On le voit, en Angleterre comme en France, on ne cesse pas de faire l'alliance immonde entre la galette et le militarisme, de ce mariage infâme, naîtront des produits de destruction pour anéantir les villes et massacrer les individus.

LE FAIT DU JOUR

Une nouvelle conférence

On parle très sérieusement d'une nouvelle conférence entre alliés à propos du rapport de la commission de contrôle du désarmement allemand. Il est également question d'une entrevue Herriot-Chamberlain.

La commission aurait observé que le gouvernement essayait, par tous les moyens, d'entretenir un certain militarisme, contre la volonté de la majorité du peuple allemand.

Et ! Cela n'a rien de surprenant. Pas besoin vraiment d'être membre d'une commission pour dire que le peuple allemand ne veut ni du militarisme ni de la guerre.

On peut en dire autant du peuple français, du peuple anglais, et de tous les peuples, sans exception aucune.

Les gouvernements vont, une fois de plus, se réunir en parloires dont rien de bien ne peut sortir pour les nations.

On sait ce qui se passe dans la coulisse de la diplomatie plus ou moins secrète. On n'y fait guère que d'enregistrer officiellement ce qui a été conclu entre groupements de gros mercantis ou de requins de la finance. On y fait la paix ou la guerre. Les peuples n'en savent rien, et s'ils marchent, c'est manque de courage et de cohésion.

Herriot ou Chamberlain ou les ministres allemands ou américains, c'est la même bande à mettre dans le même sac.

Conférences, entrevues, pour perpetuer la situation trouble et attiser les dangers de guerre !

Si seulement les peuples savaient s'entendre, ils auraient tôt fait de faire cesser ces bavardages ignobles, et de régler la question du désarmement !

SEBASTIEN FAURE.

UNE DEMARCHE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Pour Karolyi El pourquoi pas pour les autres ?

Des journaux anglais et américains ayant annoncé que le gouvernement des Etats-Unis était à la veille de prendre une mesure d'expulsion contre le comte Michel Karolyi, ancien président de la République hongroise et contre sa femme, la Ligue des Droits de l'Homme a fait une démarche auprès du gouvernement américain « espérant que l'Amérique ne refusera pas assile à ce grand proscrit ». La Ligue est intervenue de façon pressante auprès du président Coolidge pour que la mesure envisagée ne soit pas exécutée.

Nous nous dressons ici contre toutes les expulsions, quelles soient les individus qu'elles frappent. Et nous nous joignons volontiers à la protestation de la Ligue des Droits de l'Homme en faveur de Karolyi.

Mais, nous adressant à la Ligue, nous demandons :

« Pourquoi seulement pour Karolyi et pourquoi pas pour les malheureux travailleurs italiens qu'on ne cesse de persécuter au pays des dollars ? Pourquoi ne vous dresserez-vous pas également face au gouvernement du Bloc des Gauches pour protester contre les expulsions d'ouvriers anarchistes et communistes ?

Y a-t-il donc chez vous deux poids et deux mesures ?

« Alors, votre ligue n'est pas la Ligue des Droits de l'Homme, mais la Ligue des Droits du Politicien ? Elle ne soutient donc que les personnalités célèbres ? Elle se désole de la sorte des obscurs ? »

La réponse est à la Ligue.

Comité d'Initiative de l'U.A.

Réunion lundi à 20 h. 30 9, RUE LOUIS-BLANC

Le Conseil d'administration du « Libertaire », vu le manque d'empressement des camarades à souscrire pour la vie du quotidien et la situation financière, propose au C. I. de l'U. A. la disposition immédiate du « Libertaire » quotidien et le retour à l'hebdomadaire.

Pierre LE MEILLOUR

Le coup de grisou de Sullivan fait 50 victimes

Les dernières nouvelles parvenues à Sullivan annoncent que les sauveteurs descendus dans la mine, munis de masques respiratoires, ont réussi à remonter huit cadavres. On croit maintenant que cinquante mineurs ont péri.

La catastrophe serait due à un éboulement consécutif à un coup de grisou. Les victimes sont ensevelies sous des tonnes de charbon et de débris.

Une foule de plus de quinze cents personnes, hommes, femmes et enfants, attend avec angoisse aux abords du puits pour reconnaître les morts.

Trop tard

L'ironie des réhabilitations de fusillés a quelque chose d'atroce.

Trop tard ! pourraient-on inscrire comme épigraphe à ce genre de nouvelles.

Sur requête du garde des sceaux et du ministre de la guerre, la cour d'Amiens a ouvert une instruction sur la réhabilitation de deux habitants de l'Aisne fusillés durant la guerre.

Le premier, Nicolas Mertz, habitant Pierrepont-en-Laonnois, fut arrêté le 26 août 1914 comme suspect et emmené par un détachement français battant en retraite. Mertz connaissait des détails importants sur la situation des armées françaises, notamment sur l'emplacement du quartier général. L'ennemi étant signalé, le commandant du détachement fit accélérer la marche des Français. Mertz, prétextant la fatigue, refusa alors de les suivre davantage. Il fut passé par les armes. Le commandant rendit compte de l'incident et fut couvert par ses chefs.

Le second cas soumis à la cour est celui de l'instituteur Jules Copie, de Barenton-Bugny, arrêté le 2 septembre 1914, trouvé porteur de plans et notes intéressants de l'armée française. Ensuite, il fut arrêté par un détachement français qui fut attaqué le soir du 2 septembre. Jules Copie voulut fuir. Un gendarme et un artilleur le tuèrent. Ils comparaissent devant le conseil de guerre d'Amiens depuis l'armistice et furent acquittés. La mère et la veuve de Copie touchent une pension de l'Etat. Tout cela ne répare rien !

La paille et la poutre

Depuis quelque temps déjà, la « presse honnête » comme l'appelle Ernest Judet (et il s'y connaît) aboie chaque jour davantage après les soi-disant armements clandestins de l'Allemagne !

Cette comédie nous rappelle en tous points celle qui se joua quelque temps avant 1914, et dont les élèves studieux (voir presse honnête) allaient à ce moment apprendre leur leçon auprès du maître au sinistre sourire : Poincaré.

Aujourd'hui le maître a changé. Celui-là est plus hypocrite, plus faux que le précédent, car sous le masque d'un pacifiste ardent et à l'ombre d'un temple de la paix, il prépare comme son prédécesseur le tour à des hécatombes qui dépasseront en horreur les dernières.

L'entente rétribuée à point, comme elle convient de l'être, existé nettement entre le journalisme de gauche à celui de l'extrême-droite, et si parfois populaire se laisse prendre à quelques éclats de phrases d'un journaliste démontrant un de ses confrères, ce n'est qu'un intermédiaire qui fait œuvre de diversion, amenant la confusion nécessaire de cette opinion publique toujours à l'affût des faits divers.

Nous voudrions bien savoir de nos plus purs patriotes quelle conduite ils auraient eux s'ils étaient à la place de leurs sois-disants amis. Depuis six années que le sol de cette dernière subit l'humiliation de la botte ennemie, l'humiliation devenue haine de par la faute et la volonté de nos gouvernements. Car nous ne pouvons nier non plus les brimades, les agressions, les vexations et les tortures de toutes sortes et de toutes natures qui furent commis par les troupes françaises à qui l'ont fait jouer le rôle avilissant et déshonorant de gendarmes.

Pourquoi à la « tolérance » accordée par l'irrévocable tirage de 100.000 hommes armés permis à l'Allemagne, met-on en parallèle une armée formidable outillée avec tous les moyens modernes, pour semer la mort avec raffinement et rapidité quand l'on se dit être animé de véritables sentiments pacifistes ?

Pourquoi reprocher à l'Allemagne de cacher des munitions de toutes sortes, lorsque nos arsenaux fabriquent chaque jour de nouveaux engins de mort, des munitions de toute nature en quantité plus qu'anormale, laissant prévoir la prémeditation d'une utilisation prochaine !

Pourquoi reprocher à l'Allemagne de faire de son armée actuelle un véritable cadre d'une armée cachée pouvant surgir en peu de temps, quand nous-mêmes nous possédons au grand jour, monopolisons et subventionnons des écoles comme Saint-Cyr Polytechnique et autres, où l'on fabrique

que en série des officiers possédant au même degré la mentalité bestiale et sanguinaire de ceux fabriqués en Allemagne.

Pourquoi reprocher à l'Allemagne de camoufler des

Otages à vie

EN RUSSIE LÉNINISTE

mains et pour l'amélioration de notre vie, et non sur les moyens de perfectionnement d'exterminer hommes, femmes et enfants.

Enseignez enfin à toute la jeunesse la beauté de la fraternité et la haine des tyrans ! Démontrez-lui les laideurs et les atrocités des guerres, l'esclavage des armées et le despotisme de leurs chefs !

Alors là, mais seulement là, le mot paciste aura droit d'être arboré !

Mais attendre de tels gestes de la part de gouvernements est un leurre.

Il ne le peuvent et ne le veulent pas. Détruire l'armée serait pour eux une condamnation à mort, et la fraternité des peuples seraient leur étranglement certain, leur disparition !

C'est donc à nous de bien comprendre le travail qui nous incombe, à nous qui devons sans cesse et sans repos lutter par tous les moyens contre cet esprit chauvin et moutonneur d'une grande partie de la masse.

En Allemagne, comme ici, il y a de nombreux camarades qui luttent pour la véritable paix. Nous en avons des preuves bien souvent.

Joignons nos efforts, et envers et contre tous, ceux qui veulent poursuivre leur honnête travail de haine perpétuelle pour mieux nous opprimer, soyons prêts, non plus en paroles, mais en fait, à leur prouver qu'il y aura toujours des hommes qui ne sont pas dupes de leur comédie grotesque, et qu'ils sont prêts dès maintenant à répondre à tout ordre de leur part de la façon la plus efficace, pour la défense de notre liberté, de notre vie.

M. THEUREAU.

Sadoul passera en Conseil de guerre au mois d'avril

Orléans, 21 février. — Le conseil de guerre d'Orléans avait ordonné le 12 janvier dernier un supplément d'information dans l'affaire du capitaine Jacques Sadoul.

Le supplément d'enquête est près d'être terminé. Le capitaine Jacques Sadoul, assisté de ses défenseurs, M^e André Berthon et M^e Maurice Flach, a répondu aux questions du capitaine Guillot et apporté tous les éclaircissements demandés.

On croit que le procès pourra venir devant le conseil de guerre d'Orléans dans les premiers jours d'avril. L'affaire occupera trois ou quatre audiences.

Les diamants en balade

Sur le trottoir, dans la rue Lafayette, vous les avez vus, les diamantaires, discuter avec animation et échanger des pierres et des perles. Ce commerce en plein vent nécessite de vastes portefeuilles et des sachets, et de véritables fortunes passent, durant une seconde, sous les yeux du passant...

Ils vont partir dans quelques jours, ces marchands de frivolités coûteuses, pour aller à quelques pas, rue Cadet...

Ils emplissent la rue de brouaha et de dialogues précipités, donnant l'impression d'une petite Bourse.

Comme leurs congénères de la place du Vieux d'or, ils s'agitaient et s'agiteront encore, ainsi que des frelons, parce qu'un démon infâme les pique : le démon du lucre et de l'argent maudit !

S'il n'avait pas eu faim il n'aurait pas tenté de tuer !

L'autre après-midi, M. Bojokanski, 53 ans, marchand de meubles, 72, rue François-Miron, voyait entrer un client qui lui demanda à voir des chaises. Comme il les décrochait, le client le frappait par derrière à coups de pince-monseigneur. Le commerçant réussit à l'immobiliser et appela au secours.

L'agresseur fut arrêté. Il se nomme Pierre Cadoret, né en 1895, à Nantes, émigré, 33, rue des Francs-Bourgeois.

Il déclara qu'étant sans travail depuis deux jours, il avait voulu dévaliser le marchand pour se procurer de l'argent.

Si le malheureux avait eu de quoi vivre, si la société était mieux organisée, il ne se serait pas devenu meurtrier.

Ne pourra-t-on plus s'habiller au Carreau ?

Ne vendra-t-on plus de « laissés pour compte » au Carreau du Temple ?

La question peut laisser froids les militaires qui ont les moyens de s'habiller chez Coutard. Mais elle intéresse les malheureux travailleurs dont la semaine suffit à peine pour les frais de nourriture et de logement. Quand le complet est trop rapide, lorsque le pardessus tombe en morceaux, le Carreau du Temple offre quelques ressources.

Pour une centaine de francs, on peut s'y trouver de quoi ne pas offrir son derrière aux intempéries.

En bien ! voici que l'on parle de mettre à la porte de ce classique siège de leur négocié, les marchands de vêtements d'occasion.

On parle de mettre au Carreau du Temple, une exposition permanente de l'Artisanat Français.

Certes, on peut trouver bien des locaux disponibles, afin d'hospitaliser cette exposition, mais il faudrait pour cela lésorer les intérêts des gros industriels, au lieu de toucher à ceux des petits commerçants. Un gouvernement démocratique ne peut mieux faire que de choisir cette dernière solution.

Cependant, les marchands du Carreau se sont réunis au Syndicat. Ils ont déclaré : « Ceux qui seront lésés par notre expulsion du Temple, ce seront aussi nos acheteurs, petits employés, ouvriers. Ce seront aussi les 5 ou 6.000 ouvriers qui travaillent pour nous.

« Nous avons envoyé une protestation motivée à chaque conseiller municipal. Une autre au Préfet de la Seine. Et pour qu'elle ait plus de poids, nous demandons que la « taxe de place » soit porté à deux francs par marchand, venant au Carreau. Ceci rapporterait 500.000 francs par an à la Ville de Paris, au lieu des 400.000 actuels. »

Mais tous ces arguments ne touchent guère nos politiciens qui ne s'habillent plus au Carreau.

Politique et Magistrature⁽¹⁾

par M^e Saverio MERLINO

Le nom de Saverio Merlino n'a pas besoin de spéciale présentation.

Chaque militant italien connaît cet orateur qui, dès sa jeunesse, voulut consacrer toute son œuvre en faveur des opprimés.

Chaque précis historique connaît sa facile et profonde éloquence juridique.

Ce que nous permet de le présenter ici aujourd'hui, c'est son livre que Pietro Goebeli, directeur de la *Révolution libérale*, revue historique hebdomadaire de politique, a édité sous une magnifique présentation typographique.

Les camarades en dehors de la Russie ne savent pas qu'en Russie soviétique sévit le système du *châtiment à perpétuité*. Aucun des révolutionnaires russes, — vous l'entendez bien : aucun —, n'a jamais pu, après avoir purgé sa peine, revenir à son foyer, à son travail. La règle générale, et qui n'admet pas d'exception, est que tout détentu politique, s'il sert un terme d'emprisonnement ou de camp de concentration, sera, à la conclusion de sa peine, exilé dans l'un ou l'autre des paradis terrestres que la Tchéka lénoniste met à la disposition de ses victimes ; s'il sert un terme d'exil, en bien ou le re-exile dans un trou encore plus éloigné que celui où il a purgé son terme du premier exil. Mais, je le répète, en aucun cas, le socialiste, l'anarchiste, l'ouvrier, le paysan, qui a eu le malheur de tomber sous les griffes du lénonisme, n'aura l'occasion de jamais revenir à sa famille, son foyer, son coin !

La liste des camarades qui auraient déjà été libérés après avoir purgé une condamnation qu'ils se virent octroyer par une poignée de malfaiteurs lénonistes qui siègent à la Tchéka, croît de jour en jour : mais pas seul n'a été libéré.

C'était le cas de Baron, hier. Dans les annotations du Groupement de Défense au rapport de Turner, il est dit que Baron avait déclaré la grève de la faim comme protestation contre sa non-libération après avoir purgé sa peine. La nouvelle vient de nous parvenir que Baron a reçu une prolongation de deux années de sa première condamnation, et sera ensuite exilé à Novokolayevsk (Sibérie).

C'est le cas des otages socialistes-révolutionnaires, aujourd'hui. Deux d'entre eux, Artémieff et Eugénie Ratner, ont déjà été notifiées qu'ils seraient déportés à Narym, en Sibérie, et que les autres, co-détenus subiront le même sort aussitôt leur peine purgée. Le Groupement de Défense avait raison de craindre que ces otages socialistes-révolutionnaires auront à payer cher pour avoir en l'occasion de parler librement aux membres de la délégation anglaise.

Tel est le sort de tous les détenus politiques en Russie. Chaque détenu politique est un *otage à perpétuité* aux mains du lénonisme.

Le bourreau de l'Espagne, le satrape Primo de Rivera, est devenu le digne élève de Lénine. Lui aussi a introduit le système des otages, après l'expérience si bien réussie dans le pays de la Tchéka. Lui aussi joue avec les vies des anarchistes et des communistes espagnols comme la Tchéka russe, si chère aux Maurin et Arlandis, joue avec les vies des anarchistes russes. Lui aussi tient en suspens la vie de Maurin, Arlandis et de tant d'autres, tout comme les lénonistes de Lénine — dont Maurin et Arlandis sont les complices volontaires — tiennent en suspens les vies de milliers de socialistes et anarchistes russes.

Est-ce qu'il ne serait pas temps à ce que la classe ouvrière française fasse entendre sa voix pour les victimes des maîtres de Maurin et d'Arlandis, comme elle l'a fait entendre pour Maurin et Arlandis eux-mêmes ?

Voyons, les gars du Bâtiment ! Vous vous êtes tous levés comme un seul homme pour protester contre le système inique d'otages introduit par Primo de Rivera et contre les persécutions de nos amis — et de nos ennemis — espagnols. Car vous ne devez pas savoir que Maurin, dans ses articles, écrivait textuellement ceci :

« On finit la police et où commence l'anarchie ? Voilà qui est difficile à savoir. Il y a une souffrance. »

« Notre anarchiste déteste tout travail ordinaire... Quand on n'en peut supporter davantage, on se dédie au vol ou on se convertit en mouchard. »

Vous avez bien fait, malgré ces bassesses de Maurin, de protester contre son arrestation.

Mais nos camarades russes, les Baron, les Rubintchik, les milliers d'autres ? Eux, ils n'ont jamais calomnié les anarchistes, ils sont restés fidèles à leurs principes ! Alors ? Serait-ce une raison pour ne pas protester tout aussi énergiquement et avec autant de force contre leur emprisonnement, contre leur martyrologie perpétuel ?

Ne serait-ce pas temps à ce que nos camarades démontrent à Son Excellence l'ambassadeur de l'Union des Républiques Tchéquistes, M. Krassine — et, ma foi, la rue de Grenelle n'est pas si loin — qu'« il en est marre » du bluff soviétique et qu'ils exigent, oui, oui, exigent à ce qu'on cesse de persécuter des « politiques » en Russie ?

Est-ce que le Bâtiment, l'U. F. S. A. l'U. A., le Comité de Défense Sociale, le Groupement de Défense, est-ce qu'ils ne pourraient donner à M. Krassine du fil à retordre ? Ou resteront-ils passifs à l'égard de nos camarades russes qui continuent à mourir de faim dans les geôles et exils lénonistes pour assouvir les caprices de Zinovjeff, des Dzerzhinsky et des Maurin ?

A. SCHAPIRO.

L'escroquerie à l'appartement

Un individu avait promis à M. Henri Maeville, 21 ans, chauffeur, un appartement d'un loyer de 450 francs, 19, rue des Trois-Frères, contre une commission de 1200 francs plus 600 francs pour frais de certaines démarches. Le chauffeur accepta, mais se livrant à une enquête, il apprit qu'aucun logement n'était vacant 19, rue des Trois-Frères. Il vint cependant au rendez-vous où le courtier fut arrêté au moment où on lui remettait l'argent.

Mais il y a d'autres escrocs dont les grands journaux se font les complices par leurs petites annonces. Agences qui font verser des arriérés et ne procurent jamais rien et qui contribuent à aggraver la crise du logement.

UNE ERREUR JUDICIAIRE⁽²⁾

C'est une magnifique brochure en langue française, de trente pages, en faveur de Mario Castagna, condamné par les assises de la Seine à sept ans de réclusion pour avoir défendu sa propre existence contre une bande de fascistes qui menaçaient de l'assassiner.

Avec une préface de M^e Ernest Lafont et une photographie de Mario Castagna, cette brochure, dont la lecture et la diffusion sont recommandées, est barrant d'exemples.

Elle est due à la plume d'un de nos vieux camarades dont nous ne voulons pas violer la modestie d'un inconnu dans lequel il a voulu fièrement se retrancher.

VIOLA.

(1) En vente à la Librairie Sociale, 1 vol., 5 francs. — (2) Un vol. 0 fr. 50.

Nos Échos

Les limaces sur les fleurs.

Charles Baudelaire, dont les Fleurs du Mal sont vivantes comme au premier jour, n'en a pas encore fini avec les limaces de la morale bourgeoise.

Il pensait avoir gagné, devant les générations, le procès perdu au tribunal des Tartuffes, et voici qu'on s'en prend à nouveau à ses « pièces condamnées », alors que tant d'insanités courrent impunément les rues...

Des poètes font appel. Ils demandent qu'on révise ce jugement.

Ils demandent la révision d'un procès honteux...

D'ailleurs, il importe assez peu que des juges se prononcent sur une œuvre dont la beauté les dépasse et dont le charme est souillé par l'ambiance imfâme d'une salle d'audience.

Les Fleurs du Mal sont écloses dans les jardins du rêve. Qu'on les y laisse. Mais que l'on écrase les limaces qui essaient de les salir.

○○○

Au pays du songe.

Avoir un logis, un vrai, pour beaucoup de gens d'ici, c'est un songe, c'est un leurre !

Il paraît qu'il ne faut pas aller si loin. A Casablanca, 1.800 appartements sont actuellement vides. On a beaucoup construit là bas depuis 1918.

Pour passer du songe à la réalité, il faut faire autre chose que des nouvelles alluchantes ... et lointaines.

Il faudrait résoudre la question terrible et brûlante des mercantis du meublé, des propriétaires rapaces, de tous ceux qui vendent un coin pour le sommeil à des prix exorbitants.

Mais non. On regarde fumer la pipe d'Herriot et on admire les gestes napoléoniens de Joseph Caillaux.

○○○

Une invention.

Joseph Pinto, de Philadelphie, a inventé un nouveau récepteur-radio.

Cet appareil tient à la fois du phonographe de la pendule et du récepteur de T. S. F. Il est capable, non seulement de recevoir les ondes, mais encore de les enregistrer de sorte qu'après son audience.

Il a fallu cinq mois d'efforts pour construire l'appareil, hanté de 60 pouces, large de 18 et profond de 14.

Appareil de T. S. F., phonographe et pendule peuvent fonctionner séparément. Celle-ci peut servir de réveil, cependant que le phonographe annonce l'heure.

L'appareil complet fonctionne avec des piles sèches, et le phonographe est mis en mouvement par un moteur électrique.

C'est une invention intéressante.

○○○

Démagogie militaire.

Dans sa tribune du soldat et du marin, l'*Humanité*, sous le titre prometteur et alléchant : « Augmentez le prêt des soldats ! » fait de la basse démagogie militaire, alors qu'elle sait fort bien qu'un projet est déjà déposé et sera voté par le Bloc des gauches.

Alors, quand le vote sera acquis, après quelques discours grandiloquents de Chichin et Douot, nos bolcheviks guerrieront sur tous les toits : « Vous voyez, c'est fait ! » Les militaires rouges seront toujours les mêmes farceurs.

On peut résumer leur politique en deux mots, deux mots qui la condamnent, parce qu'ils désignent deux choses nuisibles.

« Parlementarisme et démagogie ! »

UN LIVRE À LIRE :

POUR SE PRESERVER DES MALADIES VENERIENNES par le Dr GALTIER-BOISSIERE

Le volume : 2 fr. 50 ; 3 francs

A. DELPECH HISTOIRE POPULAIRE DES RELIGIONS

Un fort volume : 15 francs ; 16 francs

OCCASION :

Paul VIGNE-D'OCTON L'AMOUR ET LA MORT

Roman

A travers le Monde

ALLEMAGNE

VERS UNE RESTAURATION DE LA MONARCHIE EN BAVIERE

Berlin, 21 février. — On mène à la « Chicago Tribune » que les meilleurs informés ne seraient nullement étonnés si la Bavière venait à se proclamer un de ces jours en royaume avec, comme chef, le roi Rupprecht (kronprinz Rupprecht de Bavière).

On paraît certain, dans l'entourage du premier ministre de Bavière, M. Held, que si cet événement venait à se produire, Londres et Paris se contenteraient de prononcer quelques discours enflammés de protestation, mais que tout s'arrêterait là.

Les monarchistes bavarois considèrent les semaines qui vont suivre comme favorables à ce dessin. Il est possible qu'au cours de la semaine prochaine, M. Held qui doit se rendre à Berlin, s'entretenne avec le chancelier Luther de la réforme de la Constitution de Weimar, ce qui faciliterait l'accès au pouvoir des Wittelsbach. Reste la question de savoir si l'établissement d'une monarchie en Bavière ne provoquerait pas de l'émotion à Berlin. Le correspondant de la « Chicago Tribune » s'est entendu dire par « un des plus grands leaders de l'Allemagne » que, dans ce cas, le gouvernement du Reich se contenterait d'envoyer une note de protestation, mais qu'il n'y avait pas à songer à une guerre civile.

ANGLETERRE

LES BIENFAITS DE LA GUERRE

L'Angleterre était un pays relativement libre avant la boucherie de 1914, comparativement aux autres puissances européennes. La guerre a changé tout cela, et voilà que l'Angleterre songe sérieusement à organiser son armée et à avoir recours au service obligatoire.

Le colonel Day a annoncé son intention de demander au gouvernement, au cours de la séance qui tiendra lundi prochain la Chambre des Communes, si, étant donné les difficultés rencontrées pour recruter les effectifs de l'armée de réserve « il n'a pas l'intention d'examiner l'introduction d'une mesure qui rendrait, sous une forme quelconque le service militaire obligatoire, afin de couvrir le déficit de ces effectifs. »

Le colonel Day a ajouté que si le ministre de la guerre lui répondait par la négative, il demanderait alors la remise en vigueur de la loi portant création d'une milice nationale en Grande-Bretagne.

TEMPÈTE DE NEIGE SUR LA MANCHE
Une tempête de neige d'une violence extrême a sévi aujourd'hui sur la Manche, rendant la navigation très difficile et même dangereuse. La neige tombait si dru qu'on avait l'impression d'être au milieu d'un fort brouillard. Tous les navires durent ralentir leur marche et dans certains cas, faire des signaux de détresse.

AUTRICHE

LA QUESTION DU CHOMAGE

A la Commission parlementaire des Finances, le docteur Rosch a fait des déclarations sur la question du chômage, signalant qu'actuellement, le nombre des sans-travail s'élève à 220.000, dont 100.000 reçoivent les secours de la caisse des chômeurs. Le ministre a déclaré que l'Autriche allait au-devant d'une catastrophe si l'on ne parvenait pas à réduire le nombre des chômeurs. On pourra peut-être avoir prochainement 40 milliards liquides pour les secours aux chômeurs. Le ministre a protesté contre l'affirmation suivant laquelle le grand nombre de sans-travail aurait pour cause la surimposition et les grosses charges sociales de l'Autriche, soit environ 40 pour cent.

En réalité, ce sont toutes les nations qui vont à une catastrophe dont doit profiter le prolétariat. C'est la rapacité du capitalisme qui entraîne la bourgeoisie à sa fin. L'avvenir est au travailleur, si ce dernier, toutefois, sait profiter de la situation.

ETATS-UNIS

VERS LA RECONNAISSANCE DES SOVIETS

Le président Coolidge examine actuellement, à la lumière de rapports fournis par une commission d'experts, la possibilité de l'ouverture de négociations en vue d'une reconnaissance du gouvernement des Soviets par les Etats-Unis.

Durant ces derniers jours, M. Coolidge s'est entretenu avec de hautes personnalités favorables à la reconnaissance du gouvernement de Moscou, et notamment avec le sénateur Borah.

Le président, qui serait prêt à discuter cette question avec M. Kellogg dès son arrivée à Washington, aurait, toutefois, fait observer que la reconnaissance de la Russie des Soviets dépendra avant tout de l'attitude prise par les dirigeants de Moscou en ce qui concerne les engagements antérieurs de la Russie.

ESPAGNE

LA LOI MILITAIRE EN PRÉPARATION

Le Directoire a éclairci certains points de la nouvelle loi de recrutement qui paraîtra sous peu à l'official.

Tout Espagnol apte à porter les armes pourra être mobilisé pendant dix-huit ans; deux de service actif, quatre de réserve de l'active, six de territoriale, le reste dans la réserve de la territoriale.

Naturellement, il faut des hommes et pendant longtemps pour les faire tuer au Maroc.

ISLANDE

LES VICTIMES DE LA MER

Toutes les recherches entreprises pour retrouver les deux chalutiers, le « Leifur » et le « Field Marshal Roberts », disparus au cours de la tempête de la semaine dernière, sur les côtes d'Islande, sont demeurées vaines. On croit que les deux chalutiers ont été perdus corps et biens. Ils avaient à bord 67 pêcheurs.

GRÈCE

NOUVELLES COMPLICATIONS ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE

De nouvelles complications viennent de surgir entre la Grèce et la Turquie, à propos de l'échange des populations.

Les journaux grecs annoncent que malgré la déclaration faite par le gouvernement turc, et d'après laquelle aucun autre prétat grec ne serait expulsé de Constantinople, le gouverneur de cette ville a adressé hier, à la sous-commission, pour l'échange des populations, une nouvelle lettre dans laquelle il insiste pour que des passeports soient immédiatement délivrés à six évêques et à dix-neuf fonctionnaires civils du patriarcat.

On annonce, en effet, que la presse turque publie une proclamation officielle fixant au 2 mars prochain la date finale à laquelle tous les grecs échangeables, y compris les archévêques et les prêtres doivent quitter le pays, faute de quoi, ils en seront expulsés par la force.

Les efforts de médiation de la part des autres puissances n'ont servi à rien.

L'arbitraire policier

Dans cette affaire des Polonais qu'on accuse de vols et d'assassinats, la police effectue des arrestations arbitraires de pauvres diables qui n'ont rien de commun avec ceux qui sont soupçonnés.

Ensuite, après leur avoir fait subir une détestation pour établir leur identité, ils s'aperçoivent qu'ils n'ont ni la conformation physique, ni les tatouages indiqués par leurs apparts.

Mais il n'en reste pas moins qu'ils causent à des travailleurs un dommage réel et qu'ils attendent ainsi à leur liberté.

L'arbitraire policier, dans la société actuelle, sévit avec une rare intensité et n'aient aucun compte des droits de l'individu à ne pas être inquiété sans raison.

En peu de lignes...

La jalouse meurtrière

Sortant du Cirque d'Hiver au bras d'un ami, Mme Collin, 24 ans, habitant rue Notre-Dame-de-Nazareth, se trouva soudain en présence de son mari. Querelle. La femme sort alors un revolver, et à deux reprises essaya de tirer sur son mari. Mais l'arme s'enraya. Arrêté d'abord, elle a été laissée en liberté provisoire, en raison des soins qu'elle doit donner à son bébé de dix-huit mois.

Cherbourg, 21 février. — Un incendie se déclare à bord du sous-marin « Pierre-Challey ». Il est maîtrisé après trois heures d'efforts.

Si seulement le feu pouvait dévorer tous les sous-marins du monde !

Une auto dans un ravin

Alais, 21 février. — Une auto est tombée dans un ravin à Saint-Hippolyte-du-Fort. M. Chabal, sa femme et deux amis sont grièvement blessés.

Le Feu

Valence, 21 février. — Un incendie détruit les entrepôts, les stocks, l'outillage, le mobilier et la maison de M. Fièvre, marchand de Lois à Bourg-de-Péage. Dégâts considérables. Chômage.

En défendant sa mère

Metz, 21 février. — En voulant protéger sa mère qui se querellait avec son père, le fils Beker de Hombourg, est grièvement blessé par celui-ci de plusieurs coups de couteau à la gorge. Le père meurtrier est écorché.

Avec un sécateur

Pépignan, 21 février. — A Pia, près Perpignan, Balen-Borreil Bonaventure, 65 ans, s'est suicidé en s'ouvrant la gorge avec des ciseaux à tailler la vigne.

Les catholiques s'agencent

Amiens, 21 février. — Les catholiques amiénois ont manifesté, au nombre de 1.200, contre la suppression de l'ambassade du Vatican. Il n'y a eu aucun incident.

Condamnation à mort

Reims, 21 février. — L'Anglais Feneck, qui, à Romain, tua à coup de fusil les Italiens Legorati et Daverio, est condamné à mort.

Un adjoint assassiné

Limoges, 21 février. — On retire de la Vieille, près d'Eymoutiers, le cadavre de M. Jean Ratat, adjoint au maire de Beaumont. On croit que ce fut un assassinat.

Une maison de culture incendiée

Vesoul. — 21 février. — Un violent incendie a détruit la maison de culture des époux Dubois, au Hameau du Mont-de-Beau, commune de Termuy.

Les dégâts s'élèvent à 100.000 francs.

Un bébé étouffé par une noix

Lapalisse, 21 février. — Un bébé de 19 mois, Marthe Thévenoux, dont les parents sont cultivateurs à Avrilly, jouait avec une noix lorsqu'elle l'avalait.

Le malheureux bébé mourut étouffé.

Mystérieuse disparition d'un bûcheron

Moulines, 21 février. — Le bûcheron Michel Devaux, âgé de 48 ans, habitant Paray-le-Frésil, conduisit en voiture un cultivateur à son domicile. À la nuit tombante, le bûcheron prit le chemin de retour, suivant sa piste son attelage, mais ce dernier rentra sans conducteur.

Tous les six ont été relâchés dans la matinée pour regagner l'Allemagne.

Six Allemands déserteurs de la légion étrangère espagnole

Gex, 21 février. — La gendarmerie de Pougnay a abrité la nuit dernière les Allemands Bronner, Muller, Wartat, Ulrich, Gontschent et Falkenstein, déserteurs de la légion étrangère espagnole au Maroc, venus à pied de Marseille.

Entre travailleurs

Un autre nuit, vers 2 heures, Mme Marie Jeanton, caissière d'un bar, place de l'Opéra fut attaquée à la porte de son domicile, 6, rue Grande-Batelière. Les deux agresseurs : Mario Gossia, 23 ans, garçon de café, sans domicile fixe, et René Eliane, 19 ans, également garçon de café, ont été arrêtés. Ils suivaient la caissière depuis trois semaines pour la dévaliser.

Pris dans la poitrine

Mme Lucienne Pinoteaux, 19 ans, demeurant 26, impasse Boissy, à Ivry, en descendant d'un train, gare Saint-Michel, a eu la main droite broyée par une portière.

L'auto de la baronne allait trop vite

L'automobile de la baronne d'Astier de la Vigerie, 68, boulevard Maillot, à Neuilly-sur-Seine, a renversé, route Nationale, à

Juvisy, un enfant de dix ans, Raymond Benoit, dont l'état est alarmant.

Si l'auto avait été moins vite et la baronne moins pressée, le pauvre gosse n'aurait pas été écopé.

Sous les roues

A la porte Molitor, un ouvrier âgé de 25 ans environ, voulant monter dans un tram en marche, a les deux jambes coupées.

— A Chalindrey (Haute-Marne), M. Joseph Fraca, 24 ans, glisse d'un wagon d'un train en marche et tombe sous les roues. Il meurt peu après.

— Mme Clémentine Joseph, 40 ans, 92 rue Championnet, a été renversée, rue Turbigo, par un tram et blessée à la jambe gauche.

— Un taxi est entré en collision, boulevard Sébastopol, avec un tram de la ligne 29 A. M. Max Mazon, 15, avenue Reille, a été blessé à la tête.

Cambriolage

Des individus se sont introduits par effraction dans le bureau d'une fonderie, rue de Picpus, 57. Après avoir vidé le tiroir-caisse, ils se disposaient à fracturer un coffre-fort, lorsqu'ils furent dérangés par la concierge, qui s'était levée au bruit, et dut s'enfuir.

Enseveli dans le tombeau d'un autre

Occupé au voltage d'un caveau funéraire, à Saint-Chéron, M. Louin, marbrier, fut enseveli par un éboulement. Il allait se dégager, quand la dalle d'une tombe voisine glissa et l'écrasa.

Repêchée par son fils

Au pont d'Austerlitz, Mme Elisa Granville, 44 ans, marinier à bord de la péniche « Coucou », est tombée à l'eau. Elle a été repêchée par son fils, Georges, âgé de 25 ans.

Les désespérés

A la suite de chagrins intimes, Mme Olga Vasilia, 25 ans, danseuse, 37, rue de Bern, s'est donnée la mort, rue Chapital, en se tirant deux balles de revolver dans la tête.

— Incurable, M. Max Moriss, 25 ans, peintre, 141, route de Fontainebleau à Gennevilliers, se trancha la gorge avec des ciseaux.

— Dans un bar, 74, rue du Château-d'Eau, M. Robert Fuch, 19 ans, demeurant 183, rue du Faubourg-Saint-Denis, s'est suicidé en se tirant une balle dans la tête.

Mystérieuse disparition

On signale la disparition brusque et mystérieuse du major Osborne Wood, qui habitait depuis quelque temps dans un grand hôtel de la place Vendôme.

M. Wood est le fils du gouverneur général des îles Philippines, qui faillit être élu président de la république des Etats-Unis, comme successeur de M. Harding.

Aide-de-camp de son père, le major Osborne Wood était devenu célèbre aux Etats-Unis par la fortune extraordinaire rapidement qu'il avait faite durant son séjour aux Philippines en jouant par câblogramme à la Bourse de New-York.

Il avait ainsi gagné un million de dollars. Il a quitté l'hôtel voici six jours sans prévenir personne.

— « Mon quartier, est sans doute, de Paris, celui où les étrangers sont le plus nombreux. Au dernier recensement, sur 40.000 habitants, on en a compté 6.900. Leur nombre, actuellement doit être d'au moins 10.000. Beaucoup travaillent et sont honnêtes. Ce n'est point le cas de tous de tous. « Toute une racaille vit là, entassée dans des chambres d'hôtels et des arrière-boutiques.

— La police fait de temps en temps une petite rafle. Il s'ensuit, chaque fois, à quarante expulsions ou arrestations.

— Cela ne suffit pas.

— Je voudrais que la préfecture de police fasse exercer de constantes vérifications d'identités. Tous les étrangers qui ne sont pas en règle, c'est-à-dire tous ceux qui n'ont pas fait de déclaration de résidence et qui n'ont pas de carte de séjour, doivent être expulsés.

— Je demande aussi, que soit organisée une police occulte ; qu'une vingtaine d'indicateurs soient choisis dans ces milieux interlopes.

— Il faudrait, d'autre part, à mon sens, augmenter le prix de la carte de séjour et instituer une taxe quotidienne de séjour ; mais c'est là une question qui dépasse le cadre du quartier et

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les fossoyeurs du Syndicalisme à l'œuvre

A plusieurs reprises j'ai signalé, de même que mes amis, les agissements du Parti Communiste et les manœuvres employées pour s'emparer et diriger en autorité nos organisations, tout y a passé. Inutile de dire que tous les moyens sont bons pour arriver au but; l'anéantissement en cas d'insuccès est devenu chez eux un principe. Ils appliquent d'ailleurs les principes indiqués par Trotsky : tout ce que nous ne pourrons pas prendre il faut le détruire. Nous nous en sommes aperçus, tour à tour l'Orphelinat d'Epône, la Famille Nouvelle, les syndicats, les coopératives, ont eu à supporter leur façon délicate, oh combien, d'agir.

Seule, la Maison des Syndicats avait échappé à la catastrophe — je parle de la Maison des Syndicats, et non de l'Union des Syndicats, car tout le monde se rappelle encore l'affaire Arnold.

Plusieurs tentatives furent cependant faites, tentatives ayant pour but d'hypothéquer la Maison commune des syndicats, et ceci à taux usuraires. Prévus à temps, nous avons pu réagir et empêcher la catastrophe, nous avons pu également empêcher que l'imprimerie de l'Union devienne en partie presque propriété du Parti et de l'Humanité; nous pensions qu'enfin les différentes leçons auraient porté. C'était mal connaître Raynaud, l'homme qui tire les ficelles et qui depuis longtemps tire aussi des combines pour arriver à ses fins.

Aujourd'hui, une nouvelle tentative plus grave que les précédentes est en voie d'accomplissement; il ne s'agit simplement, nos camarades du Conseil d'Administration étant à bout de mandat, que de faire élire des camarades du coin et, ceci fait, rassembler les actionnaires et faire prendre une décision par ceux-ci, par laquelle l'Union des Syndicats aurait, par un bon bail de trois, six ou neuf ans, la jouissance et l'administration de la Maison des Syndicats.

Ainsi les corporations qui y sont adhérentes et qui sont de celles, bien avant que Raynaud soit seulement syndiqué et connaisse l'A.B.C. syndical, qui firent le plus d'efforts et versèrent le plus de cotisations pour le paiement de ladite Maison, seront tout simplement dépossédées de leur bien et de leurs actions. O Unité ! où vas-tu te nicher !...

Il y a aussi ce vieux Baptiste, concierge avenue Mathurin-Moreau, qui gène. Nous dirons, si la tentative continue, quels sont les moyens employés par Raynaud pour se débarrasser d'un adversaire de tendance, et là il ne pourra pas se réécuser, car alors nous citerons des noms.

Dès aujourd'hui, je crois donc de toutes mes forces, et en toute sincérité, aussi bien aux communistes sincères qu'aux syndicalistes confédérés ou non, attention, au moment même où l'on fait campagne en faveur de l'Unité, au moment même où celle-ci est en marche, Raynaud choisit ce moment pour tenter de briser, morceler l'éifice commun, en privant de la jouissance des locaux, en excluant des fondateurs de ladite Maison, ceci parce que, prétend-il, seuls ceux qui sont actuellement la majorité doivent en avoir la direction, et seules la jouissance.

Nous disons, nous, que la Maison est commune et que les syndiqués doivent imposer leur volonté aux Raynaud et consorts. Ils doivent obliger celui-ci et son Conseil d'Administration à donner la jouissance des locaux à tous, C.G.T.U., C.G.T., ou autonomes.

En tout cas, nous avertissons ceux qui veulent tenir ce mauvais coup que nous sommes disposés à nous défendre et à clouer au pilori, en attendant une action plus virile, ceux qui veulent déposséder de leur bien les ouvriers du bâtiment de la Seine, de même que les syndicats autonomes.

A bon entendeur salut, et à chacun ses responsabilités.

H. JOUVE.

Avertissement

Le Groupe d'Etudes syndicalistes du Papier-Carton et la Minorité du Livre avaient convié tous les militants syndicalistes de leurs organisations respectives à une réunion qui a eu lieu jeudi soir à la Bourse du travail.

Un assez grand nombre de camarades, ayant répondu à cet appel, ont eu à examiner minutieusement la situation qui était faite aux syndicalistes par le vote des nouveaux statuts de l'Union des Syndicats de la région parisienne.

1^o Ils tiennent à éléver une énergique protestation contre le vote, par le Congrès de l'U.D.U., de l'article 35 de ces statuts. Ils rappellent que l'instauration du fonctionnement est la cause principale de la première division du mouvement syndical, et mettent en garde la classe ouvrière contre les individus, suffisamment cyniques, pour être aujourd'hui les protagonistes de l'instauration, à leur profit, d'une méthode qu'ils combattaient hier avec virulence.

2^o Cette déclaration de Raynaud, au nom du Bureau de l'U.D.U. : « El pu y a un « fait nouveau : c'est l'existence d'un parti prolétarien qui défend la classe ouvrière sur tous les terrains de la lutte de classes. Il y aura peut-être utilité un jour à ce que notre U.D.U. soit représentée, soit au Conseil municipal, soit à la Chambre des députés, par un camarade ayant un poste dans le bureau de l'U.D.U. » démontre suffisamment que nos majoritaires sont disposés, pour obéir aux ordres de leur parti, à sacrifier le Syndicalisme à leur basse besogne politicienne de l'action électorale. Ne voulant pas se rendre plus longtemps complices des détracteurs du syndicalisme, les militants syndicalistes du Livre et du Papier-Carton déclarent qu'ils sauront s'opposer par tous les moyens aux méthodes révolutionnaires employées par les créatures du Parti communiste à cet effet.

Néanmoins, étant donné que leurs cor-

porations sont en plein mouvement pour l'obtention d'une augmentation de salaires, et ne voulant pas nuire à ce mouvement, les camarades, réunis jeudi soir, n'ont pas cru devoir préciser davantage, pour l'instant, leurs intentions.

Cette réunion, nécessitée par les circonstances actuelles, sera suivie de nombreuses autres qui, nous en sommes certains, réuniront encore un plus grand nombre de camarades qui viendront y puiser réconfort et énergie.

Depuis plus de quinze ans n'avait pas eu lieu d'assemblée réunissant les travailleurs de ces diverses corporations. Cela est de bon augure pour l'avenir du mouvement syndical.

N. B. — Pour tous renseignements concernant la Minorité du Livre, écrire à Voiturin, 42, rue Nollet (17^e); le Groupe d'Etudes Syndicalistes du Papier-Carton, à Pierre Raffin, à la Fraternelle, 55, rue Pixéécourt (20^e).

Grèves et Revendications

A Dunkerque. — Le Comité patronal n'a pas attendu que les dockers cessent le travail pour augmenter le salaire de 2 francs par jour ce qui porte le salaire journalier à 30 francs (au lieu de 28 francs). Sur d'autres points, il reste intransigeant.

Les dockers feront bien de veiller.

A Limoges. — Une centaine d'ouvriers de la fabrique de chaussures Clin et Russel, ont abandonné le travail pour une augmentation de salaires.

— Les ouvriers fileurs de la maison Villoutreix Delahaye et Cie, ont quitté le travail pour les mêmes raisons.

A Paris. — Les ouvriers chocolatiers d'une fabrique se sont mises en grève, elles demandent un salaire horaire de 1 fr. 25. C'est peu.

— Les ouvriers d'une fabrique de machine à écrire et instruments de précision, de la rue des Pyrénées ont quitté leurs ateliers, pour protester contre une diminution de salaire.

Les patrons vont un peu fort !

Le pain augmente Messieurs !

CELLES QUI SE TERMINENT

A Mantes. — La grève des cent-quarante-six ouvriers chaufourniers des usines d'engrais, qui durait depuis le 28 janvier est terminée. Les ouvriers ont obtenu 0 fr. 05 d'augmentation de l'heure au lieu de 0 fr. 25.

Les ouvriers grévistes n'oublieront pas le « geste généreux » des singes !

A Viré (Calvados) et à Gathemo (Manche). — La grève des granitiers est finie. Les salaires sont relevés de 15 pour cent.

A Vascœuil (Eure). — Les ouvriers de la scierie, la Blaneté ont repris le travail après six jours de grève sans avoir obtenu satisfaction.

Une grève qui échoue, les travailleurs se ressaillent !

A Cusset (Allier). — Une vingtaine d'ouvriers de la fabrique de boîte à fromages, Armand et Viallet, qui avaient repris le travail en même temps que leurs camarades, l'ont abandonné de nouveau, jugeant insuffisante l'augmentation accordée, ils préfèrent recommencer la lutte.

Qui attend-ils pour mettre en botte les patrons... cela ferait un drôle de fromage...

A l'étranger

CHINE

La grève des filature de coton. — La grève de l'industrie du coton, à Shanghai, affecte trente mille huit cents ouvriers, appartenant pour la plupart aux filatures japonaises.

C'est un mouvement gigantesque qui dresse les ouvriers contre leurs exploiteurs.

Que les ouvriers restent uni pour triompher du patronat.

ITALIE

Une grève d'ouvriers meuniers. Grève peu ordinaire sous le régime de Mussolini ; le syndicat fasciste a prononcé la grève contre les ministries !

Les producteurs s'agencent. — De toutes les usines, les ouvriers protestent contre l'insuffisance des salaires, de nombreuses grèves éclatent partout.

C'est la lutte continue à travers le monde contre l'exploitation capitaliste. Ouvriers unissez-vous pour que nous puissions résister.

SUEDE

Les mesures du lock-out. — Les employeurs n'ont pas encore osé déclencher le lock-out général.

Le gouvernement se pose comme arbitre, mais nous sommes au courant de tout ce qu'il peut faire en faveur des ouvriers.

Si les efforts naboutissent pas, le lock-out commencera le 25 février pour la métallurgie, les scieries, les papiers et les pâtes à papier, et le 2 mars pour les textiles. Des mauvaises journées s'annoncent pour tous les travailleurs.

La "Bataille Syndicaliste" à besoin de l'effort des copains

Dans le Papier-Carton

Dans toutes les imprimeries employant du personnel ressortissant de notre organisation : brocheurs, trocasseurs, papeteurs, papieriers, relieurs, reliiseurs, cartonniers ou cartonnier, des délégués désignés par les intéressés devront se joindre à la délégation du Livre et présenter le lundi 23 février les mêmes revendications. Ils devront en toutes circonstances suivre la tactique et les décisions prises par le Comité intersyndical unitaire du Livre.

Dans les ateliers de reliure, brochure et papeterie, une délégation présentera à chaque patron une demande de réajustement des salaires, et réclamera l'application des minimums prévus aux tarifs syndicaux.

Le résultat des démarches et délégations sera transmis à la permanence.

Aucune mise-bas ne devra avoir lieu, et sans entente préalable avec le Comité central.

Néanmoins, étant donné que leurs cor-

Dans les chemins de fer

Depuis longtemps, hélas, et surtout depuis la perte des 8 heures, on entend à tout propos, soit en service, soit en réunions, cette rodomanète semipernelle : Ah ! les Cheminots seraient puissants s'il avaient l'unité ; Camarades, réalisons l'unité à tout prix. Voyons de qui se moque-t-on en l'occurrence. Des cheminots ayant fait le mouvement de 1920, syndicalistes acharnés et ayant cartes à jour en poche, vous répondent, lorsque vous parlez des 8 heures : Ah ! oui, vous dites bien vous autres, anarchistes, d'imposer les 8 heures à nos dirigeants, mais c'est de l'acte individuel ça, puisque tout le monde ne veut pas marcher. Comment faire ! Bien triste faire pour de purs syndicalistes et qui prouve bien que comme les moutons suivreurs, ils attendent eux aussi le messie sauveur biblique qui leur permettrait de ne faire que le moindre effort, mais, hélas ! l'attente est longue et pendant ce temps là, on s'appuie toujours les petites journées de 9/8, total 12 heures pressées.

C'est là l'exemple donné par ces pseudo syndicalistes qui ont le culot de vous reprocher votre évasion du syndicat parce que dégoûté, mais voyons donc, précheurs en eau trouble, vous rappelez-vous quelquefois 1920, et de temps à autre vous arrivez à faire examen de conscience ? Si oui, vous devez être fixé sur votre courage et votre lâcheté des 8 heures que l'attribue simplement à votre lâcheté, corroborant à merveille le dépour de la Rhône, vient se poser en confirmateur, et vous vous étonnez que nous ne vous aidions pas à réaliser l'unité ! Vous n'avez jamais été mieux occasion, lorsque Le Trocquer vous a lancé le défi, vous avez préféré voir monter devant vos yeux la casquette galonée et l'appât du gain... Eh bien ! vous êtes fixé maintenant et dites-vous que si vous eussiez été aussi courageux que les copains, Argenteuil, Mantes et quelques autres décidés, vous ne seriez pas à vous demander aujourd'hui si on va vous les rendre vos 8 heures, chose qui, si elle se réalise, ne sera pas positivement votre œuvre, mais bien plutôt de ceux de qui vous doutiez peut-être.

Oh ! Unité, que ne fait-on pas en ton nom.

Le Cheminot fédéraliste.

LA MAISON QUI DURE



2, 3, 4 et 5 pièces
Doubles Parois
Couvercle
en tuiles

GARANTIE CONTRE TOUS VICES DE CONSTRUCTION

15 MOIS DE CRÉDIT



Les plus jolies
MAISONNETTES
DE JARDIN ..
depuis 695 francs

LA SOCIÉTÉ
VIVIEN & CARPENTIER
46, rue Boursault, 46 — PARIS
Catalogue N° 3, gratuit aux camarades se recommandant du LIBERTAIRE

PRÉCISION

Dans le compte rendu du Conseil national de la F.P.U., au sujet de la désignation de Gourdeau, comme secrétaire général permanent, l'*"Humanité"* relate

Fronty se réjouit du point de vue syndical de la candidature de Gourdeau ; toutefois il regrette qu'un communiste soit à la tête de la Fédération. Cependant convaincu que Gourdeau fera d'excellents travail syndical, il prend l'engagement de lui apporter tout son concours au sein de la C. E. »

Me suis-je donc tellement réjoui ? Une précision s'impose. L'ordre du jour appelle la réorganisation du bureau fédéral.

Baron et les autres membres du bureau en fonction ayant décliné l'offre qui leur était faite de prendre le secrétariat, Gourdeau fut pressenti par ses amis communistes. Prenant la parole, Gourdeau déclara entre autres choses qu'il serait toujours l'adversaire résolu de la minorité syndicaliste. Cependant il acceptera la collaboration de ceux qui, sincèrement, voudraient travailler à la prospérité de la Fédération. Puis il termina en demandant aux délégués de province de dire si sa présence à la tête de la F.P.U. ne générera pas le développement de celle-ci.

Plusieurs délégués intervinrent alors en sens divers. Certains, comme Peyrotte, s'en remirent à la probité de Gourdeau.

D'autres, comme les délégués de la région de Marseille, déclareront qu'ils s'absentraient dans le vote. Communistes, ils ne voyaient personnellement aucun inconvénient à la désignation de Gourdeau, mais ils confessent leur crainte que la personnalité de l'ancien secrétaire des Commissions syndicales apparaisse trop symbolique de la main-mise du parti sur notre organisation syndicale.

J'intervins à mon tour et je reconnus volontiers que Gourdeau possédait toutes les qualités requises pour gérer la Fédération.

Je lui répondis, en outre, que s'il était l'adversaire résolu de la minorité, nous étions en revanche, nous syndicalistes, les adversaires irréductibles de la majorité communiste, et j'ajoutai que tout autre communiste, ne nous eut point paru moins dangereux.

E. FRONTY.

Dans la Banque et Bourse

Les employés de la banque et bourse s'agitent dans toute la France.

Dans toutes les villes, des meetings corporatifs ont lieu où les dirigeants syndicaux exposent les bases des revendications générales du personnel employé.

A Paris, il s'est tenu hier après-midi une grande réunion à la Bourse du Travail.

La salle était archi-comble, et tous les protestataires étaient unanimement pour revenir des meilleures conditions de vie.

Allons, ça va mal partout ; après les ouvriers des mines, du bâtiment, de la métallurgie, etc., les employés se mettent en branle !

Tous ceux qui sont sous la coupe des capitalistes se réveillent. Ça va mal, très mal !

BARAQUES DÉMONTABLES

HILLAIREAU FRÈRES, S-OUEN
5, Rue Ernest-Renan, 92
Tél. 11-52-0000

280 Fr.
pour JARDINS
Chantiers, Plages,
Garages, etc.

Prière aux camarades de vouloir bien se recommander du LIBERTAIRE lorsqu'ils écrivent aux maisons qui nous confient de la publicité.

Communiciques syndicaux

Vieille Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics (43^e Région). — Grand meeting corporatif, salle Fromenteau, rue Horace-Vernet, au Vés